

vene the multinational Geneva Conference as a full peace conference to negotiate a comprehensive settlement. These efforts were frustrated because of the inability of the parties to agree on questions of Palestinian representation.

It took President Sadat's dramatic trip to Jerusalem to initiate the process which resulted in the successful conclusion of the Camp David Accords in 1978 between Israel, Egypt and the United States. On this basis Israel and Egypt, in accordance with the principles of Resolution 242, have signed a peace treaty providing for full normalization of relations between them and for Israeli withdrawal from the Sinai peninsula. The Accords also established a mechanism for negotiations aimed at resolving the Palestinian question on the basis of Resolution 242.

The Camp David process has been opposed by most Arab governments. They see it as a bilateral arrangement only between Egypt and Israel which has complicated rather than assisted movement toward the goal of a comprehensive peace. In particular they assert that the Accords do not provide the basis for a just settlement because they make no satisfactory provision for solving the Palestinian question. But the Accords do not pretend to do this. Instead they put in place a mechanism by which basic issues can be negotiated if the parties are willing to join in negotiations. While I believe the Arab governments whose representatives I met are quite genuine in their reservations about Camp David, general statements of position by these governments together with their hope that American influence will induce Israel to withdraw from the occupied territories and recognize Palestinian rights are not a substitute for negotiations.

Real talks around a table are surely the only means by which satisfactory territorial and other arrangements can be worked out. But if such talks are to be successful it is essential that the Palestinians be encouraged to join. To do this, they themselves must be given reason to believe that Camp David can give them a very substantial measure of control over their own affairs during the five year interim period established in the Accords, preparatory to the negotiation of the final status of the West Bank and Gaza Strip.

Actions which appear to prejudice the nature of an eventual settlement of the status of the West Bank and Gaza necessarily discourage Palestinians from involvement in the Camp David process. The establishment of Israeli settlements, Israeli exploitation of those territories' natural resources such as water, and the increasing integration of basic infrastructure with Israel generate suspicion among the Palestinians that the Government of Israel intends to effect practical integration of these territories with Israel itself and to preclude their return to Arab rule. Even the most moderate of Palestinians whom I met will not accept any solution giving Israel and its citizens this kind of control of the West Bank and Gaza. These two areas together constitute much less than the Palestinians have traditionally claimed. The willingness of many of them now to accept these diminished territories is in their eyes a considerable concession.

suite. Des tentatives ont alors été faites en vue de convoquer de nouveau la conférence multinationale de Genève à titre de conférence plénière de paix pour négocier un accord global. Ces efforts ont échoué en raison de l'incapacité des parties de s'entendre sur la représentation palestinienne.

Il a fallu le spectaculaire voyage du président Sadate à Jérusalem pour que soit relancé le processus qui a abouti en 1978 à la signature des accords de Camp David par Israël l'Égypte et les États-Unis. Israël et l'Égypte ont conclu, en conformité avec les principes de la Résolution 242, un traité de paix prévoyant la pleine normalisation de leurs relations réciproques de même que le retrait d'Israël de la péninsule du Sinaï. A été également mis sur pied, en vertu des accords, un mécanisme de négociation dont l'objet est la résolution de la question palestinienne selon les principes énoncés dans la Résolution 242.

La plupart des gouvernements arabes se sont opposés au processus de négociation de Camp David; ils le considèrent comme un arrangement bilatéral liant uniquement l'Égypte et Israël, qui complique le mouvement en vue de l'établissement d'une paix globale plutôt que d'y contribuer. Ils affirment notamment que les accords ne constituent pas le fondement d'un règlement équitable parce qu'ils n'envisagent pas de solution adéquate à la question palestinienne. Mais tel n'est pas l'objet des accords, lesquels prévoient la mise sur pied d'un mécanisme qui permet la négociation de questions fondamentales sous réserve de la volonté des parties de se joindre aux négociations. Les représentants des gouvernements arabes avec qui j'ai discuté entretiennent, à mon avis, des doutes sincères au sujet des accords de Camp David, mais les positions générales qu'ils ont adoptées et l'espoir qu'ils entretiennent de voir les États-Unis exercer leur influence sur Israël pour l'amener à se retirer des territoires occupés et à reconnaître les droits des palestiniens, ne peuvent tenir lieu de négociations.

Il n'y a que d'authentiques pourparlers autour d'une même table qui puissent aboutir à des ententes territoriales et autres qui soient satisfaisantes. Il est essentiel toutefois, pour le succès des ces pourparlers, que les Palestiniens soient encouragés à s'y joindre. A cette fin, ils doivent être fondés à croire que la période intérimaire de cinq ans prévue dans les accords peut être pour eux un moyen d'acquérir un degré très élevé d'autonomie d'ici à ce que soit négocié le statut définitif de la rive occidentale du Jourdain et de la bande de Gaza.

Les gestes qui semblent préjuger de la forme d'un accord éventuel sur le statut de la rive occidentale et de Gaza sont de nature à décourager les Palestiniens de participer au processus de Camp David. La mise sur pied de colonies israéliennes dans ces territoires, l'exploitation de leurs ressources naturelles, l'eau notamment, et l'intégration croissante de leur infrastructure à celle d'Israël amènent les Palestiniens à soupçonner le gouvernement de vouloir intégrer ces territoires au pays et d'empêcher leur retour à une administration arabe. Les Palestiniens avec qui je me suis entretenu, même les plus modérés, n'accepteront aucune solutions donnant à Israël et à ses citoyens ce genre de contrôle sur la rive occidentale et sur Gaza. Prises ensemble, ces deux zones sont beaucoup moins grandes que le territoire traditionnellement réclamé par les Palestiniens. Le fait que plusieurs d'entre eux soient disposés à accepter ces zones constitue déjà une énorme concession.